

# Réflexions sur le confusionnisme et le néofascisme

Robert CHARVIN

13 janvier  
2016

Au lendemain d'élections régionales dont le résultat a pu provoquer chez certains un sentiment momentané de soulagement malgré un taux d'abstention supérieur à 40 % et des niveaux inhabituels de votes blancs et nuls, il n'est pas inutile de rappeler que l'économie française, entraînée dans la politique déflationniste de l'Union européenne et de l'Euro, reste installée depuis la crise de 2008 dans une quasi stagnation, que le chômage continue à s'élever à des niveaux record, que le commerce extérieur reste durablement déficitaire, que le gouvernement, enfermé désormais dans la forteresse autocratique de l'état d'urgence, continue à s'impliquer, dans ou hors OTAN, dans de multiples opérations guerrières contribuant à accroître des tensions internationales dangereuses et qu'il affiche systématiquement une préférence marquée pour les gouvernements les plus réactionnaires : Ukraine, Arabie Saoudite, Qatar, Israël, Turquie en même temps qu'un soutien constant aux bourgeoises *compradores* africaines.



Passé ce moment, il est donc nécessaire de porter un regard plus vaste et plus profond sur la situation politique contemporaine et sur ses dangers. A ce titre, les réflexions du professeur Robert Charvin qui suivent sont d'une grande portée et COMAGUER a grand plaisir à vous en donner la primeur.

\* \* \*

## CONFUSIONNISME ET NEOFASCISME

S'il est une idéologie dominante aujourd'hui en France et dans de nombreuses régions du monde, c'est le « confusionnisme ». Les questions majeures qui déterminent l'essentiel des comportements sont noyées dans un fatras de références pseudo-morales, religieuses, instrumentalisées pour gommer les inégalités sociales, la précarité en voie de généralisation dans les pays développés, la fracture nord-sud et l'incapacité du système économique à avoir une quelconque efficacité contre la destruction de l'environnement.

Ce n'est pas encore un monde nouveau qui se profile à l'horizon, c'est le vieux monde poursuivant sa logique qui se dégrade à grande vitesse et accentue toutes ses perversions. La richesse se concentre entre quelques mains de moins en moins nombreuses dans un monde où les difficultés sociales et la crise environnementale s'aggravent, sans que le système dominant n'ouvre aucune issue.

En Amérique du Sud, après une dizaine d'années de victoires progressistes permettant d'affirmer pour la première fois l'indépendance vis-à-vis des États-Unis de plusieurs États et le recul de la pauvreté, la contre-révolution reprend le dessus, grâce à des alliances confuses extrême-droite – conservateurs et social-démocratie ! La Bolivie d'Evo Morales résiste, mais le Venezuela chaviste s'affaiblit tandis que l'Argentine change de camp : le retour des États-Unis et des grandes firmes privées s'annonce !

En Afrique, le désordre et la misère atteignent des sommets particulièrement depuis la destruction de la Libye par la France et les États-Unis qui a déstabilisé une large partie des États africains voisins. Les inégalités, la mal-gouvernance et les interventions extérieures renforcent le chaos qui se répand sous couleur de conflits religieux. Le développement n'a pas de réalité pour le plus grand nombre.

En Asie, la Chine qui a pour priorité l'édification d'une économie nationale puissante, n'a pas encore une stratégie

lisible à l'échelle planétaire. Sa tradition exclut toute « précipitation » dans le domaine politique. Il est difficile de savoir ce qu'il en sera demain.

Les États-Unis, divisés entre conservateurs de plus en plus ultras et démocrates très modérés et dont les positions varient d'un État à l'autre au sein de la Fédération, poursuivent cependant quelle que soit la présidence une politique à visée hégémonique, usant du recours à la force ou de l'ingérence « soft » pour maintenir des intérêts économiques et stratégiques, sous couvert d'un humanitarisme frelaté. Son « exceptionnalisme » affirmé exclut tout respect de la légalité internationale.

Les États européens qui se sont ligotés dans le cadre de l'Union Européenne, qui n'a créé qu'une structure affairiste au service des lobbies les plus riches, est politiquement malade. Malgré des dispositions « constitutionnelles » pro-démocratiques, l'Union Européenne accepte sans réaction des gouvernements qui associent diverses droites et des mouvements fascisants (comme en Hongrie ou en Lettonie, par exemple). Elle se propose même d'accepter l'adhésion de la Turquie autoritaire, islamiste et opportuniste de l'A.K.P, tandis qu'elle n'a pas hésité à détruire la gauche grecque qui avait remporté les élections, avec un parfait mépris de la démocratie électorale. La social-démocratie qui, dans une période récente, était presque partout au pouvoir en Europe, n'a rien modifié à la situation sociale détériorée. Aujourd'hui, elle est souvent associée à la droite conservatrice, comme en Allemagne qui devient le modèle politique de la France et d'autres pays européens.

La France, quant à elle, a perdu tous ses repères. Il n'y a pas « modernisation » de la vie politique malgré la prétention de certains « socialistes » qui en réalité ne le sont pas. Il y a au contraire pourrissement de toutes les valeurs, effacement de tous les principes, sous l'égide d'un « tripartisme » dont les composantes FN, PS, ex-UMP sont dotées d'un programme quasi identique, chacune ayant fait les poubelles des deux autres. Le PS et l'ex-UMP ont intégré par exemple la ligne anti-immigration et les revendications autoritaristes du FN, tandis que le FN a récupéré des éléments du programme économique et social de la gauche. Au P.S, comme à l'ex-UMP, on ne combat pas le F.N, on l'évite au maximum, dans l'espoir du ralliement de ses électeurs et d'alliances (y compris contre-nature éventuelles ultérieures). Le fascisme imbécile de Daesh conforte l'influence des pires ennemis de l'Islam en France et en Europe, qui cultivent surtout (c'est plus facile) le racisme anti-arabe, substitut au vieil antisémitisme, sous couleur de laïcité ou de défense de la civilisation.

Plus personne ne s'y retrouve clairement, y compris dans l'intelligentsia, malade d'un pseudo humanitarisme et d'un droit de l'homme obsessionnels et inefficaces pour les droits de l'homme eux-mêmes. Cette pseudo-idéologie se voulant consensuelle contribue à tuer le politique de plus en plus discrédité, conduisant les citoyens au repli sur la vie privée et à l'indifférence vis-à-vis des luttes sociales. Le travail de mémoire de cette intelligentsia est discriminatoire. Complexée vis-à-vis de la Shoah, l'intelligentsia est devenue muette sur les massacres anticomunistes en Indonésie, au Vietnam, au Chili, etc. et oublie les massacres de la décolonisation. Cette intelligentsia-mode est aussi coupable d'un travail d'opacification des réalités socio-économiques et de la lutte des classes (concept devenu obscène), qui pourtant sous des formes complexes, avec des drapeaux renouvelés, se poursuit, malgré le sociétal médiatisé à outrance.

Ce confusionnisme contribue fortement à préparer un avenir, sans que le pire soit certain, de type néo-fasciste.

L'Histoire ne se répète pas, mais elle peut produire des phénomènes de même nature, par-delà les décennies, que l'on ne reconnaît pas. Les drapeaux n'ont pas la même couleur, le discours présente des différences, et surtout le style est différent.

Dans une société « américanisée », comme l'est la société française, dont plusieurs générations ont connu les « 30 Glorieuses », *Mein Kampf* (malgré sa réédition) est illisible, même si l'arabe a remplacé le juif et le bolchevik ! La pitoyable « pensée » d'un Zémour suffit !

Les Ligues et les milices n'ont plus guère d'intérêts en raison des réseaux et plus généralement des moyens offerts par les nouvelles techniques de communication. La propagande n'a plus besoin de grands meetings avec des

« chefs » charismatiques : n'importe qui grâce à sa médiatisation répétitive peut passer pour un « superman » ou une « superwoman », malgré son inculture ou sa médiocrité banale.



L'apathie politique est entretenue par une inculture de masse, des spectacles simplistes et des jeux stupides. L'émotivité remplace le rationnel. Le contrôle social, par un formatage conservateur, remplace la répression, rendue néanmoins facile par la transparence des citoyens (grâce au net et aux services de type NSA), alors que les pouvoirs restent opaques. Tout est entrepris pour effacer les contre-pouvoirs : les juges, les forces politiques et syndicats revendicatifs, les intellectuels critiques.

D'authentiques leaders ne sont plus nécessaires pour rallier les foules : une « belle gueule » ou l'image d'un « père tranquille » suffisent pourvu qu'ils sachent manipuler avec efficacité les gens, comme des VRP du néo conservatisme, pour ajuster l'État et la société aux seuls intérêts des pouvoirs privés dominants qu'il ne faut surtout pas « déranger » !

La manipulation la plus classique est l'instrumentalisation de la peur, toujours au service des dominants.

Cette intoxication à la peur est entretenue plus ou moins subtilement, y compris en la dénonçant et en assimilant le courage au fait de rester aux terrasses des bistrots ! Le chômage, la précarité généralisée et organisée, la répression antisyndicale sélective (comme celle des agents d'Air France), le recrutement préférentiel à tous les niveaux de conformistes (par exemple, pour les professeurs d'économie), la valorisation constante de l'armée et de la police dont tous les actes sont applaudis, assurent l'entretien de la crainte chez les individus de plus en plus isolés les uns des autres.

Les actes terroristes aveugles sont encore plus déterminants : ils imposent la recherche de protecteurs, c'est-à-dire des plus puissants. Pourtant, Daesh et ses complices sont combattus dans l'ambiguïté des alliances contre nature avec l'Arabie Saoudite et le Qatar qui nourrissent le salafisme et par des « états d'urgence », pouvant devenir permanents.

Les « experts » choisis parmi les courtisans du pouvoir passent en boucle sur tous les médias, imposant l'idée que le désordre établi est « naturel », même s'il est douloureux et que tout ordre différent serait pire ou irréaliste.

Les programmes des partis eux-mêmes peuvent être aujourd'hui ni sophistiqués ni réalistes : la V<sup>e</sup> République française notamment, avec son présidentielisme outrancier, a habitué les citoyens à un combat politique de « têtes » et non de projets. A partir des sondages et des revendications, les « programmes » sont édifiés pour plaire, et peu importe qu'il ne soit pas question de les mettre en œuvre ou qu'ils restent inconnus du plus grand nombre. Le Parti nazi avait, par exemple, un programme social avancé avant 1933 et qui n'a vu le jour que très partiellement, la

« gauche » nazie, qui souhaitait une « révolution » nationale et socialiste, ayant été rapidement éliminée. Le monde des affaires avait décidé ! Rien d'étonnant à ce que tous les partis proposent des programmes sociaux avancés, y compris le FN : la logique du système les rend impraticables ! Néanmoins, une large partie de la classe ouvrière a été séduite. Il est vrai qu'en 1936, le chômage avait été résorbé par l'économie de guerre. La seule dénonciation des « profits abusifs », l'idée d' « unité nationale » associant partis et ouvriers et rendant « la dignité » aux salariés, l'antisémitisme et l'antibolchevisme (les deux n'étant pas dissociés à l'époque) fabriquant le bouc-émissaire nécessaire, l'origine populaire des dirigeants et leur style inédit, « antiélitiste », ont parfaitement fonctionné : le peuple allemand avait été profondément déçu de la 1ère République née en 1919, non remis de la défaite, il avait subi de plein fouet la crise de 1929-1930. Le parti nazi a pu ainsi se composer pour un tiers d'ouvriers ! L'idée dominante, pour la grande majorité, était qu'il valait mieux être encaserné dans le nazisme que supporter la misère et l'insécurité avec les siens !

En France, à la veille de la guerre de 1939-40, les mots d'ordre des droites étaient simples : « La France aux Français », « honneur, ordre et propriété ». S'ajoutait l'hostilité venue de loin aux « judéo-marxistes », « ferment de la décomposition nationale » ! Aujourd'hui, à la crise économique et sociale, s'additionnent le souvenir de la guerre d'Algérie, source d'un racisme anti-arabe chronique et nourrissant l'anti-immigration, le simplisme venu de Bush et des États-Unis enseignant doctement le « Bien » et le « Mal » dans le monde, distinguant les « États voyous » du monde « civilisé » : dans « l'air du temps », la Russie, la Chine, l'Iran, le monde arabe, l'Islam sont les « méchants » étrangers d'aujourd'hui. Le dérivatif au mécontentement social est efficace : les antagonismes sociaux sont transformés en haine raciale, en xénophobie, en crainte généralisée des « pauvres » : le « réfugié », par exemple, devient « l'étranger type », venu d'on ne sait où, voler notre pain et notre travail, dangereux par nature. Les sommets sont atteints lorsque tous les conflits sont délibérément transformés en affrontements de type religieux !

Dans la plupart des pays européens, les droites extrêmes (y compris de type nazi, en Grèce, en Ukraine, dans les pays baltes), et le FN en France « surfent » sur ce climat sociopolitique confus mais pénétrant. Le FN, par exemple, est à la fois porteur de revendications populaires (qui ne l'engagent pas pour la suite) et reprend à son compte les réactions populaires les plus instinctives et les plus primitives, avec la complaisance des grands médias et des partis de gouvernement qui se dispensent à son égard de toute mesure répressive, en espérant au contraire pouvoir s'en servir. Les forces de droite extrême qui travaillent l'Europe et contaminent toute la société ont donc des origines précises.

De même, Daesh n'est pas de génération spontanée. Les puissances occidentales ont détruit dans le monde arabe toutes les forces qui les contestaient. L'Islam unifiant l'Empire Ottoman allié de l'Allemagne a été contourné par les vainqueurs de la Première Guerre mondiale par l'utilisation des nationalismes locaux permettant le démembrement de l'adversaire turc. La France, la Grande Bretagne ont « fabriqué » les « États » du Moyen Orient, dans des cadres plus ou moins artificiels, en instrumentalisant les minorités et en accentuant les différents clivages ethniques ou religieux : le résultat a été une mosaïque ingouvernable et surtout sans contenu démocratique. Les États-Unis, après 1945, ont pris le relais des interventionnismes en tout genre, pétrole oblige. Les Occidentaux ont éliminé toutes les forces qui les dérangent : les communistes et progressistes, puis les nationalistes nassériens ou autres, pour ne soutenir que l'armée (comme en Égypte, financée directement par les États-Unis) ou des noyaux de privilégiés corrompus et de pratique dictatoriale. L'inévitable a suivi : une montée des Islamistes (en commençant par les Frères Musulmans, longtemps soutenus aussi par les Américains) a été la réponse de peuples brimés qui rêvent de leur ancien Califat et de sociétés moins misérables et moins soumises à l'étranger.

Les succès électoraux du FN en France et de la droite extrême en Europe résultent de même des essais infructueux des partis de gouvernements (de droite ou de gauche), dont les pratiques sont identiques et dont les dirigeants professionnalisés (quelle que soit la sincérité de leurs électeurs) n'ont que des plans de carrière, liés qu'ils sont aux milieux d'affaires qui comptent sur eux pour faire à tout prix leur politique, sous couvert de ce qu'ils appellent « l'Entreprise » parée de toutes les vertus ! La vulgarité de pensée des Sarkozistes et les trahisons « socialistes » ont accoutumé les Français, notamment les jeunes, à la « pensée » de la droite extrême, accessible aux plus incultes et aux plus défavorisés, lassés d'attendre.

Pour seule perspective, la droite et la social-démocratie en France ont l'arrière-pensée de gouverner ensemble, avant ou après 2017. La seule question qui les sensibilise est le rapport de forces entre elles qui déterminera le rôle de l'une et de l'autre : comme en Allemagne ! Cette collaboration, qui se généralise en Europe, est l'aboutissement d'un long chemin parallèle, toujours profondément « respectueux » du système capitaliste, quels que soient les dommages qu'il provoque.

Mais rien n'exclut, si nécessaire, une alliance de toutes les droites, si par hasard, la complicité PS-ex-UMP butait sur certains obstacles. Un fort courant néo-sarkoziste est tout disposé à cette autre collaboration, excluant éventuellement même la « gauche » la moins à gauche ! De son côté, un fort courant social-démocrate est prêt à toutes les alliances avec les droites, y compris en cassant le parti qui les abrite encore. Mais cette collaboration est plus dangereuse pour la suite : elle est donc source d'hésitations.

En tout état de cause, la démocratie, qui se porte mal, s'en portera encore plus mal.

Peut s'installer ainsi en France (mais pas seulement) dans un climat d'« état d'urgence » permanent (voir les lois successives de 1996, 2001, 2003, 2004, 2006, 2014, 2015) sur le renseignement et la prorogation de l'état d'urgence pour 3 mois, reconductible) un régime ultra-présidentieliste, sans contestation réelle possible, se voulant acteur d'une « fin de l'histoire », celle des libertés (relatives) et des acquis sociaux qui survivent.

Les milieux d'affaires, dont les positions sont de plus en plus décisives, quant à eux sont en réflexion. Aujourd'hui le MEDEF de France condamne le FN, exclusivement pour son programme économique et social, dénoncé comme étant « d'extrême-gauche » ! Il est indifférent à son programme sociétal de type néofasciste. Cela peut « s'arranger » dans le futur, tout comme l'industrie lourde s'est en définitive associée au nazisme, comme l'aristocratie italienne s'est aussi ralliée au fascisme mussolinien, malgré son mépris de classe. Durant les affrontements politiques, en effet, les « affaires continuent », de même que Daesh sait conclure des contrats pétroliers avec différents trafiquants et diverses compagnies occidentales, tout en prônant la « pureté » de l'Islam ! Les milieux d'affaires ne sont pas dogmatiques : ils peuvent soutenir indifféremment les droites ou la fausse gauche, ou toutes les forces politiques simultanément, et si cela leur apparaît utile, ils n'ont pas d'hostilité de principe à l'instauration d'un régime autoritaire. Pour les affairistes, qui se prennent pour une nouvelle aristocratie, « la démocratie submerge les élites sous le flot des médiocres et des incompetents ». Ils sont pour « une société stable et efficace qui a besoin de l'autorité allant de haut en bas et de la responsabilité qui monte de bas en haut. Il faut favoriser et non entraver l'élévation des meilleurs c'est la loi de la nature » On croirait entendre le MEDEF ou BFM ! Mais non, c'est l'auteur de Mein Kampf qui s'exprime !!

Il y a au sein du patronat le culte de la « libre » concurrence : elle en fait toujours faussée ! Par contre, elle est de plus en plus vive entre les individus : c'est la guerre de chacun contre tous pour parvenir à survivre, créant l'hostilité à l'égard des autres. Toutes les structures collectives craquent pour le plus grand profit des puissants. La conscience d'appartenir à une caste cohérente est vivante chez les privilégiés. Elle implose chez les démunis.

Les attentats islamistes de Daesh, financés par des alliés de la France (350 victimes en France en 30 ans) qualifiés trop souvent de « guerre », relèguent la crise sociale au second plan des préoccupations. Les éloges permanents aux « forces de l'ordre » et les méthodes de répression aident au développement d'un climat sécuritaire, dans lequel on met la justice à l'écart tandis que l'éducation nationale et tous les services publics font l'objet au contraire des critiques les plus systématiques. Les grands médias entre les mains des groupes financiers loin d'être un quatrième pouvoir, sont le relais des idées dans « l'air du temps ».

Tous les ingrédients du fascisme, mouture des années 2000, sont donc réunis. Le « capitalisme de la séduction », rendu possible par les « 30 Glorieuses » avec sa consommation de masse, ne fonctionne plus : la caste dominante estime ne plus avoir les moyens d'offrir aujourd'hui ce qu'elle fournissait hier. Un « capitalisme de l'oppression », plus ou moins délicate, tend à lui succéder. Pour faire avaliser cet autoritarisme, on renforce le « faste » entourant les « chefs » de l'État, pourtant plus mussolinien que républicain. On met en exergue les « valeurs » démocratiques mais on annihile les citoyens en les empêchant d'être des centres d'initiative. Le degré de « délicatesse » de l'oppression

dépendra des réactions plus ou moins fortes qu'il suscitera nécessairement : en attendant, le système se sert de tous les événements et de tous les prétextes pour prévoir le pire, en discréditant les juges qui font leur métier. Le système ne manque pas d'ores et déjà de traiter avec une condescendance méprisante l'authentique opposition de gauche très affaiblie, tout comme la Commission Européenne a réduit à l'impuissance, avec arrogance, hier Syriza et demain sans doute Podemos ou le nouveau parti travailliste britannique !

Aucune perspective de progrès (ni même de croissance à retombée sociale) n'est réaliste dans le cadre du capitalisme financier. Il ne peut qu'essayer de produire des fictions manipulatrices ou frapper.

Beaucoup ne croient pas encore, surtout dans la « Patrie des Droits de l'Homme » à une telle régression, comme si les dictatures et les autoritarismes c'était toujours pour les autres ! Il y a amnésie sur l'Europe des années 1930-1940 ; il y a ignorance de certaines réalités en Europe de l'Est. Il y a volonté de ne pas savoir ce que vivent réellement les peuples du Sud. Il n'y a qu'une crainte stupide vis-à-vis des progrès de la Chine et de la volonté de la Russie de reprendre sa place dans le concert des Nations, traitées comme des ennemies.

Tout est en place pour que les archaïsmes politiques et économiques les plus frelatés apparaissent comme le comble de la modernité.

Un seul obstacle, heureusement de taille : l'intelligence et la mobilisation des citoyens.

Robert CHARVIN

*Robert Chauvin est professeur émérite de droit, spécialiste de droit international, ancien doyen de la faculté de droit et des sciences économiques de Nice*

<http://comaguer.over-blog.com>

Bulletin n° 299- semaine 51- 2015